

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DU MBAM ET INOUBOU

COMMUNE DE MAKENENE

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE TECHNIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

MBAM AND INOUBOU DIVISION

MAKENENE COUNCIL

GENERAL SECRETARY

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE DE MAKENENE

AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE DE MAKENENE

**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES DE LA
COMMUNE DE MAKENENE**

DEMANDE DE COTATION

N°.....DC/ R-CE/D-MI/C-MAK/CIPM/2024 DU
(EN PROCEDURE D'URGENCE) POUR L'EQUIPEMENT EN
MATERIEL MEDICAL DE CERTAINS CENTRES DE SANTE INTEGRE
DANS LA COMMUNE DE MAKENENE, DEPARTEMENT DU MBAM
ET INOUBOU, REGION DU CENTRE.

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINSANTE

Exercice : 2024

Délai d'exécution : Deux (02) mois

N° Autorisation de dépense : _____

Imputation : _____

SOMMAIRE

Pièce n°1 :	Avis de demande de cotation
Pièce n°2 :	Règlement Général de l'Appel d'Offres – R.G.A.O
Pièce n°3 :	Règlement Particulier de l'Appel d'Offres – R.P.A.O
Pièce n°4 :	Cahier des Clauses Administratives Particulières – C.C.A.P.
Pièce n°5 :	Descriptif de la Fourniture
Pièce n°6 :	Cadre du Bordereau des Prix Unitaires et des prix forfaitaires
Pièce n°7 :	Cadre du Détail Estimatif
Pièce n°8	Cadre du sous-détail des prix unitaires
Pièce n°9 :	Modèle de marché
Pièce n°10 :	Modèles des pièces à utiliser par les soumissionnaires
Pièce n°11 :	Liste des établissements bancaires et organisme financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics
Pièce n°12 :	Grille d'évaluation
Pièce n°13 :	Justificatif de la disponibilité du financement

PIÈCE N° 01 : AVIS DE DEMANDE DE COTATION (ADC)

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DU MBAM ET INOUBOU

COMMUNE DE MAKENENE

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE TECHNIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

MBAM AND INOUBOU DIVISION

MAKENENE COUNCIL

GENERAL SECRETARY

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES DE LA COMMUNE DE MAKENENE

AVIS DEMANDE DE COTATION

N°ADC/ R-CE/D-MI/C-MAK/CIPM/2024 DU
**(EN PROCEDURE D'URGENCE) POUR L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MEDICAL
DE CERTAINS CENTRES DE SANTE INTEGRE DANS LA COMMUNE DE
MAKENENE, DEPARTEMENT DU MBAM ET INOUBOU, REGION DU CENTRE.**

FINANCEMENT : BIP MINSANTE, EXERCICE 2024.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution des projets d'investissements publics pour le compte de l'Exercice Budgétaire 2024, le Maire de la commune de Makénéné, Maître d'Ouvrage, lance en procédure d'urgence, une demande de cotation en vue de l'équipement en matériel médical de certains Centre de Santé Intégré de la Commune de Makénéné, Département de Mbam et Inoubou Région du Centre.

Montant prévisionnel du marché : -LOT1 10 000 000 (Dix millions) f CFA (TTC)
-LOT2: 10 000 000 (Dix millions) f CFA (TTC).

2. Consistance des prestations

Les prestations du présent marché comprennent : la fourniture des équipements médicaux, le transport, la manutention, le montage, la mise en service et la réception.

3. Délai de livraison des prestations

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des prestations objet de la présente Demande de Cotation est fixé à **soixante (60) jours**, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution du marché.

4. Allotissement

Les équipements, objet de la présente Demande de Cotation sont subdivisés en **deux (02)** lots, ci-après définis :

LOTS N°	DESIGNATION DU PROJET	BENEFICIAIRES	MONTANT TTC
1	Equipement en matériel médical	CSI NYOKON	10 000 000
2	Equipement en matériel médical	CMA Makénéné	10 000 000

5. Coût prévisionnel

Les coûts prévisionnels des présentes prestations sont de **10.000.000 (dix millions) francs CFA TTC pour chaque Lot.**

5. Participation

La participation à cet Appel d'Offres est ouverte aux entreprises nationales spécialisées dans le domaine de l'achat et livraison du matériel médical et autres d'équipement et pouvant justifier d'une expérience minimale, sans discontinuité de trois (03) ans minimum.

6. Financement

Les prestations, objet de la présente demande de cotation sont financées par le budget d'investissement public MINSANTE exercice 2024.

7. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier de Demande de Cotation peut être consulté aux heures ouvrables au secrétariat CIPM de la Commune de Makénéné.

8. Acquisition du Dossier de Demande de Cotation

Le Dossier de Demande de Cotation peut être obtenu aux heures ouvrables au secrétariat CIPM de la commune de Makénéné, dès publication du présent Avis sur présentation d'une quittance attestant le versement de la somme non remboursable de **vingt-cinq mille (25 000) francs CFA** payable à la Recette Municipale de la Commune de Makénéné.

9. Remise des Offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir sous pli fermé à la Commune de Makénéné, au plus tard le à 12 heures, heure locale, et devra porter la mention suivante :

DEMANDE DE COTATION
N°.....DC/ R-CE/D-MI/C-MAK/CIPM/2024 DU
POUR L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MEDICAL DE CERTAINS CENTRES DE SANTE INTEGRES DE LA COMMUNE DE MAKENENE, DEPARTEMENT DU MBAM ET INOUBOU, REGION DU CENTRE.
LOT.....

"À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

10. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à Ces pièces administratives, une caution de soumission établie et délivrée par un établissement bancaire de 1^{er} ordre agréé par le Ministère en charge des Finances et dont la liste figure dans la pièce 11 de la DC d'un montant de **deux cents mille (200 000) francs CFA** pour chaque lot et valable pendant 30 jours au-delà de la date limite de validité des offres.

11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises dont la caution de soumission, devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées par l'autorité compétente des administrations concernées conformément aux stipulations du Règlement Général de la Demande de Cotation. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de Demande de Cotation.

Tout offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier de Demande de cotation sera déclarée irrecevable. Les offres parvenues après les dates et heure limites de dépôt ne seront pas recevables.

12. Ouverture des offres

L'ouverture des offres, qui se fera en un temps, aura lieu le à 13 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Commune de Makénéné, dans la salle des actes de la Commune de Makénéné.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.

13. Critères d'évaluation des offres techniques

A. Critères éliminatoires :

1. Dossier administratif incomplet non régularisé dans un délai de quarante-huit (48) heures ;
2. Absence de caution de soumission ;
3. Fausse déclaration ou pièces falsifiées
4. Omission dans le bordereau des prix, d'un prix unitaire quantifié.
5. Attestation de catégorisation dans le domaine de fourniture de service
6. Agrément pour fournitures des produits des centres
7. Référence de l'entreprise dans le domaine des 03 dernières années 2021-2022-2023

B. Critères essentiels :

1. Présentation générale de l'offre ;
2. Conformité du matériel aux spécifications techniques de la Demande de Cotation ;
3. Service après-vente ;

14. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

15. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables au secrétariat CIPM à la Commune de Makénéné.

NB : Le soumissionnaire peut être attributaire de 02 (deux) lots

**LE MAIRE DE LA COMMUNE DE
MAKENENE
(AUTORITE CONTRACTANTE)**

Ampliations :

- MINMAP/(pour information)
- ARMP/centre (pour insertion dans le JDM) ;
- Président CIPM/ (pour information) ;
- Chrono/archive

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DU MBAM ET INOUBOU

COMMUNE DE MAKENENE

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE TECHNIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

MBAM AND INOUBOU DIVISION

MAKENENE COUNCIL

GENERAL SECRETARY

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N°.....DC/ R-CE/D-MI/C-BAF/CIPM/2023 DU

FOR THE OFFICE FURNITURE AND SEWING EQUIPMENT OF THE BAFIA DISTRICT CMPJ FOR THE BENEFIT OF THE MUNICIPALITY OF BAFIA FUNDING BIP - 2023 financial year

1. Purpose

The Mayor of BAFIA Council, Contracting Authority, hereby launches and Open National Invitation to tender **for the office furniture and sewing equipment of the Bafia district cmpj for the benefit of the municipality of BAFIA**, with a view to ensuring the optimum functioning of the Services and the achievement of statutory missions

The technical characteristics of the said office vehicle are specified in the tender document.

2. Nature of services

The provision of this contract consists of the supply and transports under the full responsibility of the **OFFICE FURNITURE AND SEWING EQUIPMENT**.

3. Delivery deadline

The maximum deadline provided by the Contracting Authority for the delivery of the services relating to this invitation to tender shall be (sixty) 60 days, with effect from the date of notification of the service order to start the execution of the contract.

4. Estimated cost

The estimated cost of this service is **CFA F ten million (10.000 000)**.

5. Participation

Participation in this Invitation to tender is open to national companies specialized in the field of furnishing and cabinet making and capable of showing proof of minimum experience, without interruption for three (03) years.

6. Funding

The service relating to this Invitation to tender shall be funded by the budget of the Ministry of finance and of the municipality of BAFIA exercise 2023

7. Consultation of tender file

The tender file may be consulted during working hours at general secretary (technical service) of Oveng council.

8. Acquisition of Tender Document

The Tender Document may be obtained during working hours general secretary (technical service) of Oveng council, upon the publication of this Notice on the presentation of a receipt attesting to the payment of a non-refundable sum of **FCFA, twenty thousand (20 000)** payable to the Municipal Revenue of the Municipality of BAFIA.

9. Submission of Bids

Each bid drafted in English or French in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies labelled as such, should reach sealed at the OVENG Town Hall, latest on at 2 pm local time and should be labelled as follows:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N°.....DC/ R-CE/D-MI/C-BAF/CIPM/2023 for

**FOR THE OFFICE FURNITURE AND SEWING EQUIPMENT OF THE BAFIA DISTRICT CMPJ FOR
THE BENEFIT OF THE MUNICIPALITY OF BAFIA**
"To be opened only during the opening session"

10. Provisional Bid Bond

Each bidder must include in their administrative documents, a bid bond established and issued by a first rank bank approved by the Ministry in charge of Finance and of which the list features in document 11 of the Invitation to tender (DC), amounting **CFA F, two hundred thousand (200 000)** and valid for 30 days beyond the deadline of the validity of bids.

11. Admissibility of Bids

Under pain of rejection, the administrative documents required, including a bid bond, should be produced in originals or in certified true copies by competent authorities, in accordance with the stipulations of the General Regulations of the Invitation to tender. They should be dated not more than three (03) months or should have been established later to the date of signing the Invitation Notice.

Any bid not compliant with the prescriptions of this Notice and Invitation to tender shall be declared inadmissible. Bids reaching after the dates and time-limits for the submission shall not be admissible.

12. Opening of bids

The opening of bids, which shall be carried out in one phase, shall take place on at **3 pm** prompt by the Internal Tenders Board Bafia Council in the Conference Room of Town Hall.

Only bidders or their duly mandated representatives having perfect knowledge of the file shall be called upon to take part in the opening session.

13. Evaluation criteria for technical bids

A. Eliminatory criteria:

1. Incomplete administrative file not regularized within forty-eight (48) hours;
2. Absence of bid bond
3. False declaration or forged documents;
4. Omission in the price list, of a quantified unit price.

B. Essential criteria:

1. General presentation of bid;
2. Compliance of the equipment to the technical specifications of the Invitation to tender;
3. After-sales service;

16. Period of validity of bids Bidders shall remain committed by their bid for ninety (**90**) **days** with effect from the deadline set out for the submission of bids.

17. Further information

Further information of technical type may be obtained at the Bafia Town Hall.

On Bafia, at.....
THE BAFIA'S MAYOR
(CONTRACTING AUTORITY)

Ampliations :

- MINMAP/DDL;
- ARMP / CENTER (for insertion in the JDM) ;
- CIPM President / C.OV (for information) ;
- Display.

**PIÈCE N° 02 : RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'APPEL
D'OFFRES (RGAO)**

TABLE DES MATIERES

A. Généralités
Article 1	:Portée de la soumission.
Article 2	:Financement.
Article 3	:Fraude et corruption.
Article 4	:Candidats admis à concourir.
Article 5	: Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine.
Article 6	:Qualification du Soumissionnaire.
 B. Dossier d'Appel d'Offres
.....
Article 7	:Contenu du Dossier d'Appel d'Offres.
Article 8	: Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours.
Article 9	: Modification du Dossier d'Appel d'Offres
Article 10	: Frais des soumissions. s.
Article 11	: Lanque de l'Offre.
Article 12	: Documents constitutants l'Offre.
Article 13	: Prix de l'Offre.
Article 14	: Monnaies de l'Offre.
Article 15	: Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire
Article 16	: Documents attestant l'admissibilité des fournitures
Article 17	: Documents attestant de la conformité des fournitures.
Article 18	: Documents attestant la qualification du Soumissionnaire.
Article 19	:Caution de soumission.
Article 20	:Délai de validité des Offres.
Article 21	:Forme et signature de l'Offre.
 C. Préparation des Offres
Article 35	:Attribution.....
Article 36	: Droit de l'Autorité contractante de déclarer un appel d'offres infructueux Ou d'annuler une procédure.
Article 37	: Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché.....
Article 38	: Notification de l'attribution du marché.....
Article 39	: Publication des résultats d'attribution du marché et recours.....
Article 40	: Signature du marché.....
Article 41	: Cautionnement définitif.....
 D .Dépôt des Offres
Article 42	:Cachetage et marquage des Offres.....
Article 43	: Date et heure limite de dépôt des Offres.....
Article 44	:Offres hors délai.....

Article 45 : Modification, substitution et retrait des Offres.....

E. Ouverture des plis et évaluation des Offres.....

Article 46 :Ouverture des plis et recours.....

Article 47 : Caractère confidentiel de la procédure.....

Article 48< : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité contractante

Article 49 :Conformité des Offres.....

Article 50 :Evaluation de l'Offre technique.....

Article 51 :Qualification du soumissionnaire.....

Article 52 :Correction des erreurs.....

Article 53 : Evaluation des Offres au plan financier.....

Article 54 :Comparaison des Offres.....

F .Attribution du Marché.....

Règlement Général de l'Appel d'Offres

A/ Généralités

Article 1: Portée de la soumission

1.1. L'Autorité Contractante définie dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), lance un appel d'offres en vue de l'obtention des Fournitures et Services connexes brièvement définis dans le RPAO et spécifiés dans le Descriptif de la Fourniture ainsi que le Bordereau des quantités.

Il y est fait ci-après référence sous le terme "les Fournitures".

1.2. Le Soumissionnaire retenu ou attributaire doit livrer les Fournitures dans le délai indiqué dans le RPAO et qui court, sauf stipulation contraire du CCAP à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer la livraison des fournitures ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, le terme "jour" désigne un jour calendaire.

Article 2: Financement

La source de financement des fournitures objet du présent Appel d'Offres est précisée dans le RPAO.

Article 3: Fraude et corruption

3.1. Les soumissionnaires et les entrepreneurs sont tenus au respect des règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution des marchés.

En vertu de ce principe :

a. Les définitions ci-après sont admises:

- i. Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché;
 - ii. Se livre à des "mancœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
 - iii. Sont considérées comme des« pratiques collusives », toutes formes d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence et
 - iv. "Pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.
 - v. le « conflit d'intérêt » est toute situation dans laquelle l'intérêt financier ou personnel d'un agent ou d'une entité publique est de nature à compromettre la transparence dans la passation des marchés publics.
- b. Toute proposition d'attribution est rejetée s'il est prouvé que l'attributaire

proposé est directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, à des pratiques collusives ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

3.2. Le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (02) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Article 4: Candidats admis à concourir

4.1. Si l'Appel d'Offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré-qualification.

4.2. En règle générale, l'Appel d'Offres s'adresse à tous les fournisseurs, sous réserve des dispositions ci-après:

- a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement.
- b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt.

Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt s'il:

- i. est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent Appel d'Offres; ou
 - ii. présente plus d'une Offre dans le cadre du présent Appel d'Offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17 le cas échéant; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une Offre.
- c. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.
 - d. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial (iii) n'est pas sous l'autorité directe de l'Autorité Contractante ou du Maître d'ouvrage.

Article 5: Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine

5.1. Toutes les fournitures et tous les services connexes faisant l'objet du présent marché devront provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO.

5.2. En vertu de l'article 5.1 ci-dessus, le terme « fournitures » désigne produits, matières premières, machines, équipements et installations industrielles ; et

le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale.

Le terme « provenir » qualifie le pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées ou transformées; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants, aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de bases ont substantiellement différentes de celles de ses composants.

Article 6: Qualification du Soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre:

- a. soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire ; et
- b. fournir toutes les informations demandées aux soumissionnaires dans le RPAO afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant:

- i. La production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents;
- ii. Accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières;
- iii. Les commandes acquises et les marchés attribués;
- iv. Les litiges en cours;
- v. La disponibilité du matériel indispensable.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs fournisseurs groupés (cotraitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes:

- a. L'Offre devra inclure tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus : Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement;
- b. L'Offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement;
- c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme;
- d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis-à-vis du Maître d'Ouvrage ou de l'Autorité Contractante pour l'exécution du marché;
- e. En cas de groupement solidaire, les cotraitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique ; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais de livraison visés dans le RPAO.

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 7: Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

7.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les fournitures faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des fournisseurs et précise les conditions du marché. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 9 du RGAO, il comprend les documents énumérés ci-après:

Pièce n°0 La lettre d'invitation à soumissionner (pour les appels d'offres restreints)

Pièce n°1. L'Avis d'Appel d'Offres (AAO)

Pièce n°2. Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)

Pièce n°3. Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)

Pièce n°4. Le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Pièce n°5. Le Descriptif de la fourniture qui comprend :

- La liste des fournitures et services connexes,
- Les spécifications techniques.

Pièce n°6. Le Cadre du Bordereau des prix unitaires et forfaitaires

Pièce n°7. Le cadre du détail estimatif

Pièce n°8. Le cadre des sous-détails des prix unitaires et forfaitaires

Pièce n°9. Le modèle de marché

Pièce n°10. Les modèles des pièces à utiliser par les Soumissionnaires

Pièce n°11. La liste des banques et organismes financiers de 1er rang agréés par le Ministre en charge des Finances autorisés à émettre des cautions

7.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans la DC. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une Offre conforme à tous égards audit dossier.

Article 8: Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

8.1. Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur la Demande de peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse de l'Autorité Contractante indiquée dans les RPAO avec copie au Maître d'Ouvrage. Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement avant la date limite de dépôt des Offres.
Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

8.2. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres y compris la phase de pré-qualification des candidats et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire potentiel qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Ministre chargé des Marchés Publics.

Le requérant adresse une copie de ladite requête à l'Autorité Contractante et à l'Organisme Chargé de la régulation et au Président de la Commission.

8.3. L'Autorité Contractante dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Article 9: Modification du Dossier d'Appel d'Offres

9.1 L'Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des Offres et pour tout motif que ce soit, à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres, conformément à l'article 7.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

9.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps, pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, l'Autorité Contractante pourra reporter autant que nécessaire, la date limite de dépôt des Offres, conformément aux dispositions de l'Article 23.2 du RGAO.

C. Préparation des Offres

Article 10: Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son Offre. L'Autorité Contractante et le Maître d'Ouvrage ne sont en aucun cas responsables de ces frais, ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou l'issue de la procédure d'Appel d'Offres.

Article 11: Langue de l'Offre

L'Offre ainsi que toute correspondance et tous documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'Autorité Contractante seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire, peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'Offre, la traduction fera foi.

Article 12: Documents constitutants l'Offre

12.1. L'Offre présentée par le Soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes:

a. *Volume 1: Dossier administratif*, Il comprend:

i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire:

- s'est acquitté des frais du Dossier d'Appel d'Offres;
 - a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur;
 - s'est acquitté des droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit;
 - n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite;
 - n'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par la législation en vigueur.
- ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 19 du RGAO;
- iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'Offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO;

b. *Volume 2: Offre technique*

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir attestant la qualification des soumissionnaires et conformément aux l'article 6.1 du RPAO et 18 du RGAO.

b.2. Méthodologie propositions techniques

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment:

- une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés accompagnés de

prospectus techniques conformément à l'article 17 du RGAO;

- le calendrier, le planning et le délai de livraison des prestations;

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

1. le Cahier des Clauses Administratives Particulières(CCAP);
2. les spécifications techniques.

c. *Volume 3: Offre financière*

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

1. la soumission proprement dite en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur signée et datée;
2. le bordereau des Prix Unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli;
3. le Détail estimatif dûment rempli;
4. le Sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

- 12.2. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des Offres pour plusieurs lots du même Appel d'Offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un lot.

Article 13: Prix de l'Offre

- 13.1. Les prix seront indiqués comme requis dans les modèles de bordereaux des prix et de sous-détail des prix fournis en annexe.

Le fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, sous réserve des conditions d'éligibilité liées à la convention de financement.

Les prix proposés dans les formulaires de sous détail des prix pour les Fournitures et Services connexes, seront présentés de la manière suivante:

Le prix hors taxes des fournitures au niveau local.

- i. Les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues si le Marché est attribué;
- ii. Le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans le RPAO.

- 13.2. Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf disposition contraire du RPAO. Sauf disposition contraire du CCAP, une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'article 29.3 du RGAO.

- 13.3. Au cas où l'appel d'offres comprend plusieurs lots, les prix indiqués pour un lot donné devront correspondre à la totalité des articles de ce lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article. Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un lot spécifieront les

réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots, à la condition que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

Article 14: Monnaies de l'Offre

Les prix seront libellés en francs CFA.

Article 15: Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, des documents attestant qu'il satisfait aux dispositions de l'article 4 du RGAO.

Article 16: Documents attestant l'admissibilité des fournitures

- 16.1. En application des dispositions de l'article 5 du RGAO, le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, les documents attestant que l'ensemble des fournitures et services qu'il se propose de fournir en exécution du Marché satisfont aux critères de provenance.
- 16.2. Ces documents consisteront en une déclaration sur le pays d'origine des fournitures et services proposés dans le Bordereau des prix, déclaration à confirmer par un certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement.

Article 17 : Documents attestant de la conformité des fournitures

- 17.1. Pour établir la conformité des fournitures et Services connexes au Dossier d'Appel d'Offre, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures se conforment aux spécifications techniques et normes spécifiées dans le Descriptif de la Fourniture.
- 17.2. Ces preuves peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance les fournitures et services connexes, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions du Descriptif de la Fourniture.
- 17.3. Le Soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par le Maître d'Ouvrage et pendant la période précisée au RPAO.
- 17.4. Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par (le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué) sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif.

Le Soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction de Maître d'Ouvrage que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des prix et les spécifications techniques.

Article 18: Documents attestant la qualification du Soumissionnaire

Les documents attestant que le Soumissionnaire est qualifié pour exécuter le

Marché si son offre est acceptée établiront, à la satisfaction de l'Autorité Contractante:

- a. Si le RPAO le stipule, que, dans le cas d'un Soumissionnaire offrant de livrer en exécution du Marché des fournitures qu'il ne fabrique ni ne produit par ailleurs, ledit soumissionnaire est dûment autorisé par le fabricant de ces fournitures à les livrer au Cameroun;
- b. Que le Soumissionnaire a la capacité financière, technique et de production nécessaire pour exécuter le Marché;
- c. Que le soumissionnaire jouit d'une expérience pertinente pour des prestations similaires à celles prévues au DAO.

Article 19: Caution de soumission

- 19.1. En application de l'article 12 du RGAO, le Soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.
- 19.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'offres; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable de l'Autorité Contractante. La Caution de Soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par l'Autorité Contractante et acceptée par le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 20.2 du RGAO.
- 19.3. Toute Offre non accompagnée d'une Caution de Soumission acceptable sera rejetée par (la Commission des marchés compétente) comme non conforme. La Caution de Soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre.
- 19.4. Les Cautions de Soumission des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours après la publication du résultat de l'attribution.
- 19.5. La Caution de Soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.
- 19.6. La caution de soumission peut être saisie:
 - a. Si le Soumissionnaire:
 - i. retire son Offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans son Offre ; ou
 - ii. n'accepte pas la correction des erreurs en application de l'article 32 du RGAO ; ou
 - b. Si le Soumissionnaire retenu:
 - i. manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 38 du RGAO, ou
 - ii. manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 39 du RGAO.
 - iii. refuse de recevoir notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Article 20: Délai de validité des Offres

- 20.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par l'Autorité Contractante, en application de l'article 23 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par l'Autorité Contractante comme non conforme.
- 20.2. Dans des circonstances exceptionnelles, l'Autorité Contractante peut solliciter le consentement du Soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit(ou par télécopie).La validité de la cautiondesoumissionprévueàl'article19 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un Soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.
- 20.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article sur la révision de prix et que la période de validité des Offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, [les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative que l'Autorité-Contractante adressera au(x) soumissionnaire(s). La demande de l'Autorité Contractante devra inclure une forme de révision des prix. La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.

Article 21: Forme et signature de l'Offre

- 21.1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'Offre décrits à l'Article 12 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.
- 21.2. L'original et toutes les copies de l'Offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1 (a) ou 6.2(c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.
- 21.3. L'Offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

D. Dépôt des Offres

Article 22: Cachetage et marquage des Offres

- 22.1. Le Soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention «ORIGINAL» et «COPIE», selon le cas .Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.
- 22.2. Les enveloppes intérieures et extérieures:
- Seront adressées à l'Autorité Contractante à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres;

- b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO et la mention "A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement". Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du soumissionnaire de façon à permettre à l'Autorité Contractante de renvoyer l'offre scellée conformément aux dispositions des articles 24 et 25 du RGAO.
- 22.3. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué à l'article 22.2 susvisé, l'Autorité Contractante ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématûrement.

Article 23 : Date et heure limite de dépôt des Offres

- 23.1. Les offres doivent être reçues par l'Autorité Contractante à l'adresse spécifiée à l'article 22.2 (a) du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.
- 23.2. L'Autorité Contractante peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 9 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité Contractante et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

Article 24: Offres hors délai

Toute offre parvenue à l'Autorité Contractante après les dates et heures limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 23 du RGAO sera déclarée hors délai et par conséquent rejetée.

Article 25: Modification, substitution et retrait des Offres

- 25.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par l'Autorité Contractante avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 21.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».
- 25.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 22 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.
- 25.3. Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 25.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes.
- 25.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle peut entraîner la mobilisation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 19.6 du RGAO.

E. Ouverture des plis et évaluation des Offres

Article 26: Ouverture des plis et recours

- 26.1. La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture

des plis en un ou deux temps et en présence des représentants des soumissionnaires concernés qui souhaitent y assister, aux date, heure et adresse indiquées dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

26.2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera retournée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente qui sera retournée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte.

Le remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'Offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

26.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'Offre, y compris toutes remises/*en cas d'ouverture des offres financières* et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'Offre si elle est exigée, et tout autre détail que l'Autorité Contractante peut juger utile de mentionner. Seules les remises et variantes de l'offre annoncée à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumises à évaluation.

26.4. Les Offres et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison ne seront pas soumises à évaluation.

26.5. Il est établi séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs (remises), et leurs délais.

Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.

26.6 A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la Commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'organisme en charge de la régulation, une copie paraphée des offres des soumissionnaires et une copie au Ministre chargé des Marchés publics pour les dossiers nécessitant son visa préalable.

26.7. En cas de recours, tel que prévu par la réglementation des Marchés Publics, il doit être adressé au Ministre Chargé des Marchés Publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, au Chef de la structure auprès de laquelle est placée la commission concernée.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois(03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint

un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des marchés.

L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure

- 27.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation ,à la comparaison des offres ,à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés Publics.
- 27.2. Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres ou l'Autorité Contractante dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.
- 27.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 27.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un Soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Autorité Contractante pour des motifs ayant trait à son Offre, il devra le faire par écrit.

Article 28: Eclaircissements sur les Offres et contacts avec l'Autorité contractante

- 28.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des Offres, la Commission de Passation des Marchés peut si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son Offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'Article 32 du RGAO.
- 28.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 29: Conformité des Offres

- 29.1. La Sous-commission d'analyse procèdera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.
- 29.2. La sous-commission d'analyse déterminera, si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.
- 29.3. Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'appel d'offres, sans divergence, réserve ou omission substantielles. Les divergences ou omission substantielles sont celles:
 - a. qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des

- Fournitures et Services connexes spécifiés dans le Marché; ou
- b. qui limite, d'une manière substantielle et non conforme au Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Autorité Contractante ou du Maître d'Ouvrage ou leurs obligations au titre du Marché;
- c. dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des Offres conformes pour l'essentiel.

29.4. Si une Offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

29.5. L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des Offres.

Article 30: Evaluation de l'offre technique

30.1. La Sous-commission d'Analyse examinera l'Offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle.

30.2. La Sous-commission d'Analyse évaluera les aspects techniques de l'Offre présentée conformément à la clause 17 du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix, du calendrier de livraison et du Descriptif de la Fourniture (Spécifications techniques, Plans, Inspections et Essais), sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

30.3. Si, après l'examen des termes et conditions de l'appel d'offres et l'évaluation technique, la sous-commission d'analyse établit que l'offre n'est pas conforme pour l'essentiel en application de la clause 29 du RGAO, elle proposera à la commission de Passation des marchés d'éjecter l'offre en question.

Article 31 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-Commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

Article 32: Correction des erreurs

32.1. La Sous-commission d'Analyse vérifiera les Offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La Sous- commission d'Analyse corrigera les erreurs de la façon suivante:

- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités ,le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous- commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé;
- b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé;
- c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas(a) et(b) ci-dessus.

32.2. Le montant figurant dans la soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant

sera réputé l'engager.

- 32.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son Offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

Article 33 : Evaluation des offres au plan financier

- 33.1. La Sous-commission d'Analyse procédera à l'évaluation et à la comparaison des offres dont il aura déterminé au préalable qu'elles répondent pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, au sens des articles 29, 30 et 31 du RGAO, comme indiqué ci-après.
- 33.2. Pour cette évaluation, la Sous-commission d'Analyse prendra en compte les éléments ci-après:
- a. le prix de l'offre, indiqué suivant les dispositions de la clause 13 du RGAO;
 - b. les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l'article 32 du RGAO;
 - c. les ajustements du prix imputables aux remises offertes en application de l'alinéa 13.4 du RGAO;
- 33.3. Pour évaluer le montant de l'Offre, la Sous- Commission d'Analyse peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'Offre, dont les caractéristiques, la performance des fournitures et services connexes et leurs conditions d'achat.

Les facteurs retenus et précisés dans le RPAO, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres.

Article 34: Comparaison des Offres

La Sous-commission d'Analyse comparera toutes les Offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de l'article 33 ci-dessus.

F. Attribution du Marché

Article 35: Attribution

- 35.1. L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'Offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'Offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.
- 35.2. Si l'Appel d'Offres porte sur plusieurs lots, l'Offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les remises offertes par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot.
- 35.3 Toute attribution des marchés de fournitures se fait au soumissionnaire remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères dits essentiels ou de ceux éliminatoires et présentant l'Offre évaluée la moins disante ;

Article 36: Droit de l'Autorité Contractante de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres après autorisation du Ministre chargé des marchés publics lorsque les Offres ont été ouvertes ou déclarer un Appel d'Offres infructueux après avis de la Commission des marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Article 37 : Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché

L'Autorité Contractante à l'initiative du Maître d'Ouvrage, lors de l'attribution du Marché, se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer, d'un pourcentage ne dépassant pas 15 %, la quantité des fournitures et des services initialement spécifiée dans le bordereau des quantités, sans changement de prix unitaire ou d'autres termes et conditions.

Article 38 : Notification de l'attribution du marché

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, l'Autorité Contractante notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie confirmée par lettre recommandée, que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'Ouvrage paiera au fournisseur au titre de l'exécution du marché et le délai d'exécution.

Article 39: Publication des résultats d'attribution du marché et recours

- 39.1. Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée.
- 39.2 L'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des Offres.
- 39.3. L'Autorité Contractante est tenu de communiquer les motifs de rejet des Offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.
- 39.4. Après la publication du résultat de l'attribution, les Offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.
- 39.5. En cas de recours, il doit être adressé au Ministre chargé des Marchés publics, avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics, à l'Autorité Contractante et au Président de ladite Commission.
Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

Article 40 : Signature du marché

- 40.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés compétente, pour examen et avis, le cas échéant, au visa préalable du Ministre en Charge des Marchés Publics.
- 40.2. l'Autorité Contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché examiné par la commission des marchés compétente et souscrit par l'attributaire et le cas échéant après le visa du Ministre en Charge des Marchés Publics.
- 40.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

Article 41: Cautionnement définitif

- 41.1. Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par l'Autorité Contractante, le cocontractant fournira au Maître d'Ouvrage un

Cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

- 41.2. Le cautionnement dont le taux varie entre 2% et 5% du montant TTC du marché, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.
- 41.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une Hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.
- 41.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation pure et simple du marché.

PIÈCE N° 03 : RÈGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES
(RPAO)

Références du RPAO	Généralités
1.1	<p>Définition de la Commande : Il s'agit de l'équipement en matériel médical de certains Centres de Santé Intègre de la Commune de Makénéné, dans le Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre</p> <p>Nom et adresse de l'Autorité Contractante : Le Maire de la Commune de Makénéné, Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre.</p> <p>Référence de la Demande de Cotation : N°/DC/R-CE/D-MI/CIPM/2024 du</p>
1.2.	Délai de livraison : 60 jours
1.3.	Nom et adresse du Maitre d'Ouvrage : Le Maire de la Commune de Makénéné, dans le Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre.
2.1.	Source de financement BIP MINSANTE, EXERCICE 2024.
6.1	<ul style="list-style-type: none"> - Qualification du soumissionnaire - Les références du fournisseur ; - La garantie des fournitures/Equipements ; - Le service après-vente ; - La capacité financière ou chiffre d'affaires ; - La conformité aux spécifications techniques ; - La caution de soumission ; - La Conformité au modèle de soumission ; - Les déclarations authentiques.
11.1	Langue de l'Offre : Français ou anglais
12.1	<p>La liste des documents sur la qualification visée à l'article 12 du RGAO devra être complétée et regroupée en trois volumes insérés respectivement dans des enveloppes intérieures et détaillée comme suit :</p> <p><u>Enveloppe A - Volume 1. : dossier administratif</u></p> <p>Le dossier administratif contiendra les pièces suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. La déclaration d'intention de soumissionner timbrée (suivant modèle joint); b. Une attestation de non-faillite établie par le greffe du Tribunal compétent datant de moins de trois (03) mois précédent la date de remise des offres ; c. Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère charge des Finances du Cameroun, sauf disposition contraires prévues par la convention de financement ; d. l'attestation d'immatriculation timbrée ;

	<p>e. La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres ;</p> <p>f. La caution de soumission (suivant modèle joint) d'un montant de deux cent mille (200 000) francs CFA/LOT d'une durée de validité de 30 jours au-delà de la date limite de validité des offres , établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances du Cameroun, sauf dispositions contraires prévues par la convention de financement ;</p> <p>g. Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'autorité compétente de l'organisme chargée de la régulation;</p> <p>h. Une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois ;</p> <p>i. Une attestation de non redevance délivrée par l'autorité compétente de l'administration fiscale datant de moins de trois mois, certifiant que le soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours.</p> <p>j. Le plan de localisation signée du co-contractant et timbrée</p> <p><u>Enveloppe B - Volume 2 : Offre technique</u></p> <p>b.1. propositions techniques</p> <ul style="list-style-type: none"> - La conformité aux spécifications techniques ; - Le service après-vente <p>b.2. Les preuves d'acceptation des conditions du marché ;</p> <p>Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées et signées des documents aux caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ; b. Les Spécifications Techniques (ST). <p><u>Enveloppe C. Volume 3 : Offre financière</u></p> <p>Elle regroupe tous les éléments permettant de justifier le coût des prestations à savoir :</p> <p>c.1. La soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;</p> <p>c.2. Le Bordereau des prix unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli ;</p> <p>c.3. Le Détail quantitatif et estimatif dûment rempli.</p> <p>Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de caution de soumission.</p> <p>NB : Les différentes parties d'un même dossier seront séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.</p>
--	--

Prix et monnaie de l'offre

13.2. Les prix du marché ne sont pas révisables.

15.2. et 15.3	Le FRANC CFA
Préparation et dépôt des Offres	
19.1	Montant de la caution de soumission : deux cent mille (200 000 F CFA)/LOT
Période de validité des Offres	
20.1	La période de validité des offres est de 90 jours à partir de la date limite de dépôt des offres.
22.1.	Nombre de copies de l'Offre qui doivent être remplies et envoyées : sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies.
22.2.	Nom et adresse de l'Autorité Contractante : Le Maire de la Commune de Makénéné, . Référence de la Demande de Cotation : N°.....DC/ R-CE/D-MI/C-MAK/CIPM/2024 DU
23.1.	Date et heure limites de dépôt des offres : au plus tard le à 14 heures, heure locale.
26.1.	Lieu, date et heure de l'ouverture des plis : à 15 heures locale, à la Salle des actes de la Commune de Makénéné
Attribution du marché	
35.3	Toute attribution des marchés d'équipements se fait au soumissionnaire remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères dits essentiels ou de ceux éliminatoires et présentant l'Offre évaluée la moins disante.
43.1 et 43.2	Le soumissionnaire retenu produira pour l'ensemble des fournitures, une caution définitive fixée à deux pour cent (2%) du montant TTC prévu pour ce marché. Le cautionnement définitif devra être constitué dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché auprès d'un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances. Le cautionnement définitif ne sera restitué qu'après réception générale des équipements.

**PIÈCE N° 04 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)**

SOMMAIRE C.C.A.P

Chapitre I : Généralités

- Article 1 : Objet du marché.
- Article 2 : Procédure de Passation du Marché
- Article 3 : Définitions et attributions (CCAG Article 2 complété)
- Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables
- Article 5 : Normes (CCAG Article 3 Complété)
- Article 6 : Pièces constitutives du Marché (CCAG Article 9)
- Article 7 : Textes généraux applicables
- Article 8 : Communication (CCAG Article 6 complété)
- Article 9 : Ordres de service (CCAG Article 8)
- Article 10 : Matériel et personnel du fournisseur

Chapitre II : Clauses Financières

- Article 11 : Garanties et cautions (CCAG Articles 21 et 40)
- Article 12 : Montant du marché
- Article 13 : Lieu et mode de paiement
- Article 14 : Variation des prix (CCAG Article 17)
- Article 15 : Avances (CCAG Article 21)
- Article 16 : Paiement (CCAG Article 19 complété)
- Article 17 : Intérêts moratoires (CCAG Article 20)
- Article 18 : Pénalités de retard (CCAG Article 34 complété)
- Article 19 : Régime fiscal et douanier (CCAG Article 10)
- Article 20 : Timbres et enregistrement des Marchés (CCAG Article 11)

Chapitre III : Exécution des prestations

- Article 21 : Brevet (CCAG complété)
- Article 22 : Lieu et délai de livraison (CCAG Articles 31 et 33.1)
- Article 23 : Rôles et responsabilités du fournisseur (CCAG complété)
- Article 24 : Transport et assurances (CCAG Article 31)
- Article 25 : Service après-vente et consommables (CCAG Article 14)

Chapitre IV : De la réception.

- Article 26 : Documents à fournir avant la réception technique : (CCAG Article 41 Complété)
- Article 27 : Réception provisoire (CCAG Articles 40 et 41)
- Article 29 : Délai de garantie (CCAG Article 40 complété)
- Article 30 : Réception définitive (CCAG Article 48)

Chapitre V : Dispositions diverses

- Article 31 : Résiliation du marché (CCAG Article 57)
- Article 32 : Cas de force majeure (CCAG Article 56)
- Article 33 : Différends et litiges (CCAG Article 61)
- Article 34 : Edition et diffusion du présent marché
- Article 35 et dernier : Entrée en vigueur du marché

CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1^{ER} : Objet du Marché

1.1- Objet du marché :

Le présent Appel d'Offres a pour objet l'équipement en matériel médical de certains centres de santé intégré dans la commune de Makénéné, Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre.

La livraison et l'installation des équipements se feront dans les Centres de Santé Intégré de NYOKON pour le LOT1, et Centre Médical d'arrondissement de Makénéné pour le LOT2 suivant les caractéristiques définies dans les spécifications techniques de la présente demande de cotation.

1.2- Consistance de la prestation :

La prestation du présent marché consiste à fournir des équipements et matériel médicaux aux Centres de Santé Intégré NYOKON LOT1 et Centre Médical d'Arrondissement LOT2.

Article 2 : Procédure de Passation du Marché

Le marché sera passé après Demande de Cotation.

Article 3 : Définitions et Attributions

3.1 Définitions générales :

- l'Autorité Contractante est : Maire de la Commune de Makénéné, il passe le marché, veille à la conservation des originaux des documents y relatifs et procède à la transmission des copies au Ministre en charge des Marchés Publics et à l'Organisme de Régulation.
- l'Autorité en charge du contrôle de l'effectivité de la réalisation des travaux est : le Ministre en charge des Marché Publics représenté par le Délégué Départemental des Marchés Publics du Mbam et Inoubou;
- l'Organisme Payeur est le MINFI /COMMUNE de Makénéné;
- le Maître d'Ouvrage est : le Maire de la Commune de Makénéné, il représente l'Administration bénéficiaire des prestations ;
- le Chef de Service du Marché est : Le Chef Service Technique de la Commune de Makénéné.
- l'Ingénieur du Marché est le Chef de Centre de District de Bafia.
- le Fournisseur est le Cocontractant.

3.2. Nantissement

Le présent marché, peut être donné en nantissement sous réserve de toute forme de cession de créance.

Dans ce cas :

- l'Autorité chargée de l'ordonnancement des paiements : le Maire de la Commune de Makénéné
- l'Autorité chargée de la liquidation des dépenses : le receveur municipal de la Commune de Makénéné ;
- le Responsable chargé du paiement est : le trésorier payeur Yaoundé ;
- le Responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent Marché est : le Maire de la Commune de Makénéné.

Article 4 : Langue, Lois et Règlements applicables

4.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

4.2. Le fournisseur s'engage à observer les lois, règlements, en vigueur en République du Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans

la réalisation du marché.

Si, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5 : Normes

- 5.1 Les équipements livrées en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées dans les Spécifications Techniques et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun ; cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.
- 5.2. Le fournisseur étudiera, exécutera et garantira les équipements et prestations du présent marché en prenant en considération la technologie la plus récente.

Article 6 : Pièces Contractuelles Constitutives du Marché

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité énumérées comme suit :

- la lettre de soumission du prestataire ou l'acte d'engagement ;
- la soumission du fournisseur et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Spécifications techniques ci-dessous visés ;
- le Cahier de Clauses Administratives Particulières ;
- les Spécifications techniques (ST) et/ou le Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- les éléments propres à la détermination du montant du marché tels que par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires, l'état des prix forfaitaires le détail ou le devis estimatif, la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous détail des prix unitaires ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures mis en vigueur par l'arrêté N°033/CAB/PM du 13 février 2007;
- le ou les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Article 7 : Textes Généraux applicables au présent Marché

Le présent Marché est soumis aux textes généraux ci-après:

- 1) la Loi N°2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code Général des Collectivités territoriales Décentralisées ;
- 2) la loi cadre N° 96/12 du 05 août 1996 sur la gestion de l'environnement ;
- 3) la loi N°2018/012 du 11 NOVEMBRE 2018 portant Régime Financier de l'Etat ;
- 4) la Loi n°2023/019 du 19 décembre 2023 portant loi des Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2024 ;
- 5) le Code minier ;
- 6) les textes régissant les corps de métier ;
- 7) le Décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (et ses différents textes d'application) modifié et complété par le Décret N° 2012/076 du 08 mars 2012 ;
- 8) le Décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et ses différents textes d'application ;
- 9) la Circulaire N° 00000026/C/MINFI du 29 décembre 2023, portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'État et des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2024 ;

- 10) les DTU pour les travaux de bâtiment ;
- 11) les normes en vigueur ;
- 12) la lettre d'accord de financement
- 13) d'autres textes spécifiques au domaine concerné par le marché.

Article 8: Communication

8.1. Toutes communications au titre du présent Marché sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après:

- a. Dans le cas où le fournisseur est le destinataire, Madame/Monsieur le Directeur de..... ;
- b. passé le délai de 15 jours fixés à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au maître d'ouvrage et au chef de service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la Commune de Makénéné, lieu dont relèvent les Prestations.
- c. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage est le destinataire, Monsieur le Maire, avec copie adressée dans les mêmes délais, à l'Autorité Contractante, au Chef de service, à l'Ingénieur, et à l'Organisme Payeur.
- d. Dans le cas où l'Autorité Contractante est le destinataire : Monsieur le Maire, avec copie adressée dans les mêmes délais, à l'Autorité Contractante, au Chef de Service, à l'ingénieur et à l'Organisme Payeur.

8.2. Le fournisseur adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d'Ouvrage, avec copie à l'Autorité Contractante, au Chef de Service et à l'Organisme Payeur.

Article 9: Ordres de service

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

- 9.1. L'ordre de service de commencer les prestations est signé par l'Autorité Contractante et notifié au Cocontractant par le Maître d'Ouvrage avec copie au Chef de Service des Marchés, à l'Ingénieur, au Maître d'œuvre (le cas échéant) et à l'Organisme Payeur.
- 9.2. Sur proposition du Maître d'Ouvrage, les ordres de service ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés par l'Autorité Contractante et notifiés par le Maître d'Ouvrage au Cocontractant avec copie à l'Autorité Contractante, au Chef de service du marché, à l'Ingénieur du marché, au Maître d'œuvre et à l'Organisme Payeur. Le visa préalable de l'Organisme Payeur sera éventuellement requis avant la signature de ceux ayant une incidence sur le montant.
- 9.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le chef de service et notifiés au Cocontractant par l'Ingénieur avec copie à l'Autorité Contractante et à l'Organisme Payeur.
- 9.4. Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de service, avec copie à l'Autorité Contractante, à l'Ingénieur et à l'Organisme Payeur.
- 9.5. Les ordres de service de suspension et de reprise des prestations pour cause d'intempéries ou autre cas de force majeure, seront signés par le Chef de Service sur proposition du Maître d'Ouvrage après avis de l'Ingénieur et notifiés au Cocontractant par l'Ingénieur avec copie à l'Organisme Payeur.

Article10: Matériel et personnel du Fournisseur

- 10.1. Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'Offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de service. En cas de modification, le fournisseur le fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marché
- 10.2. En tout état de cause, les listes du matériel et personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément du Maître d'Ouvrage, dans les dix (10) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les prestations. Le Maître d'Ouvrage disposera de cinq (05) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de service. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.
- 10.3. Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel et en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les prestations constitue un motif de résiliation du marché tel que visé à l'article 34 ci-dessous ou l'application de pénalités.

CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

Article 11 : Garanties et Cautions

11.1. Cautionnement définitif

Le cautionnement définitif est fixé à 5 % du montant TTC du marché.

Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des travaux, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du Cocontractant.

11.2. Cautionnement de garantie

La retenue de garantie est fixée à 10% (dix pour cent) du montant TTC du marché.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du Cocontractant.

11.3. Cautionnement d'avance de démarrage

L'avance de démarrage dont le montant ne peut excéder **vingt pour cent (20%) du prix initial TTC** de la lettre-commande, doit être cautionnée à **cent pour cent (100%)** par un établissement bancaire de droit camerounais ou un organisme financier de premier rang conformément aux textes en vigueur.

Elle est remboursée par déduction sur les acomptes à verser au Cocontractant pendant l'exécution des travaux. La totalité de l'avance doit être remboursée au plus tard dès que le moment où la valeur en prix de base des travaux exécutés atteint **quatre-vingt pour cent (80%) du montant de la lettre-commande**.

NB : les cautions doivent être établies par un établissement financier agréé par le ministère de finance

Article 12 : Montant du Marché

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du devis estimatif ci-joint, est de **10.000.000 (dix millions)** francs CFA toutes taxes comprises (TTC) par LOT; soit:

- Montant HTVA: _____ FCFA
- Montant de la TVA: _____ FCFA
- Net à percevoir = HTVA - (AIR)

Article 13 : Lieu et Mode de Paiement

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par virement dans le compte n° _____ ouvert au nom du fournisseur à la banque _____.

Article 14 : Variation des Prix

Les prix sont fermes et non révisables.

Article 15: Avances

Sans objet

Article 16: Paiement

16.1. Le paiement du présent marché se fera sur présentation d'une facture en sept (07) exemplaires dont un original timbré accompagné du dossier fiscal complet de l'entreprise adjudicataire.

16.2. Les paiements seront effectués par virement au compte bancaire de l'entreprise adjudicataire du marché ouvert dans les livres _____ sous le n°_____.

Article 17: Intérêts Moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont dus conformément à l'article 88 du Décret n°2004/275 du 24 Septembre 2004 portant Code des Marchés Publics.

Article 18: Pénalités

A-Pénalités de retard

18.1. Primes

- Aucune prime ne sera versée en cas de livraison avant délai.

18.2. Pénalités

A défaut pour le Cocontractant de terminer les livraisons dans le délai contractuel, il sera appliqué, par jour calendaire de retard, une pénalité forfaitaire versée à l'ARMP à :

- $\frac{1}{2000}^{\text{ème}}$ du montant global du marché de base et de ses avenants éventuels du 1^{er} au 30^{ème} jour ;
- $\frac{1}{1000}^{\text{ème}}$ au-delà du 30^{ème} jour du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels.

18.3. Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels.

B-Pénalités Spécifiques

Le montant cumulé des pénalités spécifiques est limité à cinq pour cent (5%) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels.

18.4 Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le cocontractant est assujetti à la application des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, notamment :

Article 19: Régime Fiscal et Douanier

Conformément au Décret n° 2003/651/PM du 16 avril 2003 qui définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des marchés publics, la fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux y compris l'AIR qui constitue un précompte de l'impôt sur les sociétés ;

Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché ;

Des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du Code des Impôts.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Article 20: Timbres et Enregistrement des Marchés

Sept (07) exemplaires originaux du Marché seront timbrés et enregistrés par les soins et au frais du fournisseur conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE III: EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 21: Brevet

Le fournisseur garantira le Maître d’Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l’exploitation non autorisée d’un brevet, d’une marque ou de droits de création industrielle résultant de l’emploi des fournitures ou de leurs composants.

Article 22: Lieu et Délai de livraison

- 22.1. La livraison des équipements se feront dans les différents centres de santé lot1 et lot2
- 22.2. Le délai maximum prévu par le Maître d’Ouvrage pour la livraison des prestations objet du présent Appel d’Offres est de soixante (60) jours
- 22.3. Ce délai court à compter de la date de notification de l’ordre de service de commencer l’exécution du marché.

Article 23: Rôles et responsabilités du fournisseur

Le fournisseur a pour mission d’assurer les fournitures définies suivant les caractéristiques définies dans les spécifications techniques à la présente Demande de Cotation tels que décrits dans le devis technique, sous le contrôle de l’Ingénieur du marché et conformément aux règles et normes en vigueur au Cameroun.

Article 24: Transport et assurances

24.1. Emballage pour le transport

Le Fournisseur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le fournisseur doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu’au lieu de livraison.

24.2. Assurance

Les risques de toutes natures pendant le transport jusqu’au lieu de livraison doivent être couverts par une assurance prise par le Fournisseur.

CHAPITRE IV: DE LA RECEPTION

Article 25 : Documents à fournir avant la réception technique

Le fournisseur devra dans un délai de 10 jours au moins avant la réception transmettre les documents suivants:

- copie de la facture décrivant les fournitures indiquant leurs quantités, leur prix et le montant total ;
- la notification de la livraison.

Article 26 : Réception provisoire

26.1 La réception des équipements, objet du présent marché sera effectuée au lieu de livraisons indiqué ci-dessus en présence du ou des prestataires.

26.2 Pour éviter toute contestation, le prestataire demandera cette réception par lettre avec accusé de réception, adressée au Maire de la Commune de Bafia avant la date à laquelle il estime terminer les livraisons.

La Commission de réception sera composée des membres suivants à titre indicatif :

1. Le Maître d’Ouvrage ou son représentant – **Président** ;
2. Le Délégué Départemental des Marchés Publics du Mbam et Inoubou ou son représentant, **Observateur** ;
3. Le Chef de Service du Marché, **Membre** ;
4. L’Ingénieur du marché, **Rapporteur** ;
5. Le Comptable-Matières de la Commune de Makénéné, **Membre** ;
6. Le Fournisseur, **Observateur**.

26.3 Il sera rédigé un procès-verbal de réception provisoire signé de tous les membres.

Article 27 : Période de garantie

Sans objets

Article 28 : Réception définitive

Sans objets.

CHAPITRE V: DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29 : Résiliation du Marché

Le marché peut être résilié comme prévu à la section III Titre IV du Décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et également dans les conditions stipulées aux articles 57, 58 et 59 du CCAG, notamment dans l'un des cas de:

- Retard de plus de dix (10) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des prestations de plus de dix(10) jours calendaires;
- Retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant des prestations ;
- Refus de la reprise des prestations non conformes;
- Défaillance du fournisseur ;
- Non-paiement persistant des prestations

Article 30: Cas de force majeure

Le Maître d’Ouvrage et le co-contractant sont habilités à invoquer les cas de force majeure, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 31: Différends et Litiges

Les parties conviennent que les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché relèvent des juridictions compétentes camerounaises.

Toutefois, il sera recherché au préalable un règlement amiable des différends éventuels.

Article 32 : Edition et Diffusion du présent marché

Sept (07) exemplaires du présent marché seront édités par les soins du fournisseur et fournis à l'autorité contractante.

Article 33 et Dernier: Entrée En Vigueur du Marché

Le présent marché ne deviendra valide qu'après sa signature par le Maire de la Commune de Makénéné et entrera en vigueur dès sa notification au prestataire.

PIÈCE N° 05 : SPÉCIFITÉ TECHNIQUES

Article 1 :	Objet du Marché
Article 2 :	Consistance des prestations
Article 3 :	Transport
Article 4 :	Lieu et délai de livraison
Article 5 :	Réception des prestations
Article 6 :	Garantie du matériel
Article 7 :	Spécifications techniques

Article 1 : OBJET DU MARCHE

La présente Demande de Cotation a pour objet l'équipement en matériel médical de certains Centres de Sante Intègre dans la Commune de Makénéné, Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre

Article 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations consistent à la livraison du matériel médical au Centre de Sante Intègre de NYOKON(LOT1) et Centre Médical d'Arrondissement(LOT2) de Makénéné.

Article 3 : TRANSPORT

Le transport des fournitures est assuré par le prestataire jusqu'au lieu de livraison. Les risques de toute nature liés à cette opération sont couverts par lui.

Le fournisseur doit par conséquent prendre toutes les dispositions pour que le véhicule soit protégé de toute dégradation pouvant nuire à sa solidité, à son usage ou endommager sa carrosserie.

Article 4 : LIEU ET DELAI DE LIVRAISON

4.1. Lieu de livraison

Les prestations objet du présent Marché sont livrées aux Centre de Sante Intègre de NYOKON LOT1, et Centre Médical d'Arrondissement de Makénéné LOT2.

4.2. Délai de livraison

Le délai maximum de livraison des prestations est fixé à soixante (60) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution du Marché.

Il revient au prestataire de proposer dans son offre un calendrier de livraison compatible avec le délai sus-indiqué.

Article 5 : RECEPTION DES PRESTATIONS

5.1. Actions préalables à l' attribution

La Commission et le Maître d'ouvrage avant la réception provisoire doivent impérativement effectuer une descente en vue de procéder à une pré-réception technique du matériel à livrer.

5.2 La réception

La réception pourra être précédée d'une validation préalable par un Expert désigné par le Maire de la Commune de Makénéné sur les spécifications techniques du matériel.

5.3. Lieu de la réception

La réception du matériel aura lieu au Centre de Sante Intègre de NYOKON pour le LOT1, et au Centre Médical d'Arrondissement de Makénéné pour le LOT2.

5.4. Attributions de la commission de réception

La commission de réception vérifiera que les équipements livrés sont conformes aux prescriptions du présent DC et décidera s'il y a lieu ou non de prononcer la réception.

En cas de conformité Des équipements, la commission prononcera la réception. Il sera alors dressé un procès-verbal de réception signé par les membres de la commission de réception et par le prestataire séance tenante.

En cas de non-conformité des équipements, le prestataire sera invité à remplacer le matériel non conforme. Un procès-verbal sanctionnant la non-conformité sera dressé et signé par tous les membres de la commission de réception et par le prestataire.

En tout état de cause, dans le cas d'espèce, le contrat est régi par le chapitre III du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés des fournitures et services passés au nom de l'Etat.

Article 6 : GARANTIE DES EQUIPEMENTS FOURNIS

Le fournisseur garantit que le matériel médical livré dans la présente demande de cotation est neuf, n'a jamais été utilisé, est du modèle le plus récent (Gums), et inclue les dernières améliorations.

Il garantit en outre que les équipements ne subiront aucune défectuosité due à sa conception, aux matériaux utilisés ou à leur mise en œuvre, ou tout autre acte ou omission du fournisseur survenant pendant l'utilisation normale dans les conditions prévalant au Cameroun.

Cette garantie couvre tous les vices de fabrication ou de fonctionnement non décelables aux essais normaux, et comporte en outre, le remplacement des pièces défectueuses. Les cas d'usure normale et les détériorations imputables à de fausses manœuvres ou à des fautes de manipulation ou d'entretien ne sont pas garantis.

Le délai de garantie est sans objet.

Article 7 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES PRESTATIONS

Les spécifications techniques exigées et dont la non-conformité entraînera l'élimination de l'offre en cause sont celles ci-dessous :

Les Fournitures et Services connexes devront être conformes aux spécifications et normes suivantes.

BERCEAU POUR NOUVEAU NEE



Matériaux	Acier laquée
Longueur	80 cm
Largeur	60 cm
Hauteur plan de couchage	50cm
Autres	Porte moustiquaire et roulettes

BOITE CHIRURGICAL (PETITE CHIRURGIE)



TYPE	QUANTITE
Boite inox	1
Sonde cannelée	1
Pince à dissection sans griffes	1
Pince à dissection avec griffes	1
Pince pean	1
Pince de kocher	2
Pince porte aiguille mayo hégar	1
Ciseaux mousse	1
Ciseaux pointu	1
Manche de bistouri N°4	1
Paquet de lame	1

BOITE D'ACCOUCHEMENT



TYPE	QUANTITE
Boite inox	1
Pince pean	2
Pince de kocher	2
Pince porte aiguille mayo hégar	1
Ciseaux mayo	1
Ciseaux à episiotomie	1
Paquet de 5 aiguille	1

CENTRIFUGEUSE



Puissance consommée(W)	25
Vitesse de rotation (rpm)	1000-4000
Capacité du rotor	8 tubes
Volume des tubes (ml)	15 ml
Bruit	$\leq 75\text{db (A)}$
Echauffement	$\leq 12^\circ\text{C}$

CHAISE ROULANTE



Propriété	Fauteuil roulant durable en acier, utilisé à l'extérieur et à l'intérieur pour les personnes âgées et handicapées
Cadre	Acier, durable, couleur: noir
Siège	PVC Noir
Dos	PVC Noir
Pneu	Roulette avant solide de 8 ", Roue arrière à rayons de 24 " avec pneu plein,

ES CABOT



Propriété	Marche pied utilisé monter sur les tables d'examen ou d'accouchement
Cadre	Acier laqué
Dessus	Anti dérapant PVC
Nombre de marche	2
Hauteur de marche	20 cm

GLUCOMETRE



Temps de réponse	5 secondes
Plage De mesure	(20 ~ 600) mg/dL
Plage De référence	(70 ~ 110) mg/dL
Alimentation	Batterie au lithium CR2032 de 3.0 volts
Environnement de travail	Humidité: 10-90% Température: 10-40 °C
Échantillon	Sang total capillaire frais et sang total veineux 0.5 µL
Mémoire	200 résultats avec date et heure
Unité de mesure	Mmol/L, mg/dL
Durée de vie de la batterie	Sur 1000 tests

LIT D'HOPITAL



Propriété	Lit composé de trois parties Tête, pied et sommier
Matériaux	Acier laqué
Tête et pied	Piètement en caoutchouc
Sommier	Avec relève buste
Dimension du sommier	90 x 190 cm
Hauteur sommier	50 cm

MATELAS POUR LIT ADULTE



Matériaux	Polyuréthane densité 15
Revêtement	Tissu imperméable avec fermeture à glissière
Dimension	90 x 190 cm
Epaisseur	12 cm

MATELAS POUR BERCEAU



Matériaux	Polyuréthane densité 12
Revêtement	Tissu imperméable avec fermeture à glissière
Dimension	60 x 80 cm
Epaisseur	6 cm

MICROSCOPE BINOCULAIRE



Grossissement Total	40 x ~ 1600X
Oculaire	WF10X
	WF16X
	Binoculaire sans Compensation, incliné à 45 °, rotatif à 360 °
Objectifs	4x
	10x
	40x
	100 x
Mise au point	Réglage Coaxial de la mise au point grossière et Fine,
Condenseur	Condenseur ABBE NA1.25 avec membrane et filtre
Illuminateur	Lampe halogène 6 V/20 W réglage ou miroir

PESE BEBE



Charge nominale	15 kg
Précision	50g
Affichage	Cadran mécanique
Unité	Kg
Matériau	ABS et Acier

PESE PERSONNE



Charge nominale	150 kg (330lb)
Précision	500g (1lb)
Affichage	Cadran mécanique
Unité	Kg et lb
Matériau	ABS et Acier

POTENCE

Base	Acier laqué sur quatre roulettes
Tige	Acier inox réglable en hauteur
Nombre d'accroche	4
Hauteur	1.2 à 2 m



TABLE A PANSEMENT (CHARIOT A PANSEMENT)



Longueur	60mm
Largeur	40mm
Matériaux	acier inoxydable
Fonction	Galerie et roue

POUPINEL



Volume	25 litres
Temp. Plage	50 ~ 200 °C
Temp. Précision	0.1 °C
Temp. Fluctuations	± 1 °C
Ambient Temp.	5 ~ 40 °C
Plage de synchronisation	1 à 9999 min
Etagères No.	2 pièces
Consommation d'énergie	650 W
Alimentation électrique	AC110V/220v± 10%, 50/60Hz

TABLE D'ACCOUCHEMENT



Longueur	1800mm
Largeur	600mm
Matériaux	Acier laqué piètement caoutchouc
Fonction	Relève buste et plateaux de jambe rabattable
Accessoires	Une paire de jambière goeppel, une paire de poignée, une bassine en inox

TABLE D'EXAMEN



Longueur	1800mm
Largeur	600mm
Matériaux	Acier laqué piètement caoutchouc
Fonction	Relève buste

TENSIOMETRE



Description:	Tensiomètre brassard
Temps de réponse:	Moins de une minute
Détection du rythme cardiaque	Oui
Plage d'indication de pression:	20 à 300 mmHg (2.7 à 40 KPa)
Portée d'impulsion	30 à 180 battements/minute
Précision de la pression:	± 3 mmHg (± 0,4kpa)
Précision du pouls:	± 5%
Source d'alimentation:	Quatre piles alcalines 1.5 V, taille AA
Autonomie de la batterie:	Environ 2 mois (test 3 fois par jour, 30 jours/par mois)

**PIÈCE N° 06 : CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES
(BPU)**

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES DU CENTRE DE SANTE INTEGRE DE NYOKON

LOT I

N° d'ordre	ref.mercuriale	Libellés ou désignations	Unité s	P.U en Chiffre	P.U en lettre
1	07-007-190188	<p>TABLE D'ACCOUCHEMENT 2 PARTIES INOX 160X75X80 ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de Table d'accouchement, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre.</p> <p>l'unité à.....francs</p>	U		
2	-	<p>BASSIN DE LIT INOX ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai du Bassin de lit inox, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre.</p> <p>l'unité à.....francs</p>	U		
3	-	<p>POTENCE 04 CROCHETS MOBILES ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de Potence, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre.</p> <p>l'unité à.....francs</p>	U		
4	07-002-170659	<p>DOPPLER FŒTAL NUMERIQUE ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture et l'essai de l'appareil les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre.</p> <p>l'unité à.....francs</p>	U		
5	07-002-170607	<p>FAUTEUIL ROULANT ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de Chaises roulantes, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre.</p> <p>l'unité à.....francs</p>	U		
6	07-002-170606	<p>FAUTEUIL TRANSFUSION ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai du fauteuil de transfusion, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre.</p> <p>l'unité à.....francs</p>	U		
7	07-002-170597	<p>CHARIOT DE SOINS A ROULETTE ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai du chariot de soins à ROULETTE , les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre.</p> <p>l'unité à.....francs</p>	U		

8	49-001-150089	BOITE DE CHIRURGIE D'URGENCE HOLTEX 14 ELEMENTS ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de la Boite chirurgicale, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
9	49-001-150087	BOITE D'ACCOUCHEMENT COMPLET HOLTEX (15 ELEMENTS) ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de la Boite d'accouchement, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
10	49-002-150001	GLUCOMETRE NUMERIQUE ONE TOUCH PLUS G113-111 ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de Glucomètre, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
11	07-002-170594	CENTRIFUGEUSE GEMMY 8 TUBES ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de la Centrifugeuse, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
12	07-002-170591	BERCEAU INOX ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai du berceau inox , les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
13	07-002-170318	MICROPIPETTE (0-1000) ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai du Micropipette (0-1000), les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
14	07-002-170612	LITS D'HOSPITALISATION + MATELATS+AR.DE CHEVET ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de Lits + matelats, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
15	07-002-192558	MICROSCOPE BINOCULAIRE AVEC 4 OBJECTIFS 4X,10X,40X,100X, CONDENSEUR ABBE NA 1.25, FOND CLAIR, CABLE D'ALIMENTATION ET HOUSS INCLUT ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de Microscope binoculaire, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
16	07-002-192452	TAMBOUR 390X290MM EN INOX ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai du Tambour 390x290mm en inox, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
	07-002-170397	ASPIRATEUR GYNECOLOGIQUE 840L ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai d'aspirateur gynécologique 840 L, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		

17	05-001-190282	MATELAS ANTI ESCUR ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai du matelas anti ESCUR, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U	
----	---------------	---	---	--

**CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES DU CENTRE MEDICAL
D'ARRONDISSEMENT DE MAKENENE
LOT II**

N° d'ordre	ref.mercuriale	Libellés ou désignations	Unités	P.U en Chiffre	P.U en lettre
1	07-002-192520	ANALYSEUR D'HEMATOLOGIE BC20 AUTOMATIQUE H18 LIGHT SFRI AVEC TOUS LES KITS ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de l'analyseur d'hématologie bc20 automatique h18 light sfri avec tous les kits, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
2	047-002-192441	TENSIOMETRE ELECTRONIQUE AVEC HAUT-PARLEURS INCORPORES ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de Tensiomètre, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
3	07-002-170345	OTOSCOPE DE MARQUE HEINE ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai d'otoscope de marque HEINE , les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
4	07-007-190188	TABLE D'ACCOUCHEMENT 2 PARTIES INOX 160X75X80Cm ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de Table d'accouchement, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
5	49-001-150089	BOITE DE CHIRURGIE D'URGENCE HOLTEX 14 ELEMENTS ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de la Boite chirurgicale, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
6	49-001-150087	BOITE D'ACCOUCHEMENT COMPLET HOLTEX (15 ELEMENTS) ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de la Boite d'accouchement, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
7	49-002-150001	GLUCOMETRE NUMERIQUE ONE TOUCH PLUS G113-111 ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de Glucomètre, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		

8	07-007-190180	LITS D'HOSPITALISATION EPOXY + MATELATS ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de Lits + matelats, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		
9	-	HEMOGLOBINOMETRE ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat à l'unité la fourniture, la pose et l'essai de HEMOGLOBINOMETRE, les charges de personnel, d'outillage, de matériel et toutes sujétions de mise en œuvre. l'unité à.....francs	U		

**PIÈCE N° 07 : CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF
(DQE)**

CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF

CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF CENTRE DE SANTE INTEGRE DE NYOKON

LOT I

N° d'ordre	ref.mercuriale	Libellés ou désignations	Unités	Quantités	Prix unitaires FCFA	Prix total FCFA
1	07-007-190188	TABLE D'ACCOUCHEMENT 2 PARTIES INOX 160X75X80	U	2		
2	-	BASSIN DE LIT INOX	U	2		
3	-	POTENCE 04 CROCHETS MOBILES	U	3		
4	07-002-170659	DOPPLER FŒTAL NUMERIQUE	U	1		
5	07-002-170607	FAUTEUIL ROULANT	U	1		
6	07-002-170606	FAUTEUIL TRANSFUSION	U	1		
7	07-002-170597	CHARIOT DE SOINS A ROULETTE	U	3		
8	49-001-150089	BOITE DE PETITE CHIRURGIE D'URGENCE HOLTEX 14 ELEMENTS	U	2		
9	49-001-150087	BOITE D'ACCOUCHEMENT COMPLET HOLTEX (15 ELEMENTS)	U	2		
10	49-002-150001	GLUCOMETRE NUMERIQUE ONE TOUCH PLUS G113-111	U	1		
11	07-002-170594	CENTRIFUGEUSE GEMMY 8 TUBES	U	1		
12	07-002-170591	BERCEAU INOX	U	3		
13	07-002-170318	MICROPIPETTE (0-1000)	U	1		
14	07-002-170612	LITS D'HOSPITALISATION + MATELATS+AR.DE CHEVET	U	4		
15	07-002-192558	MICROSCOPE BINOCULAIRE AVEC 4 OBJECTIFS 4X,10X,40X,100, CONDENSEUR ABBE NA 1.25, FOND CLAIR, CABLE D'ALIMENTATION ET HOUSS INCLUT	U	1		
16	07-002-192452	TAMBOUR 390X290MM EN INOX	U	1		
	07-002-170397	ASPIRATEUR GYNECOLOGIQUE 840L	U	1		
17	05-001-190282	MATELAS ANTI ESCUR	U	1		
TOTAL GENERAL HORS TVA						
TVA 19,25%						
IR 5,5% ou 2.2%						
NET à MANDATER						
TOTAL GENERAL TTC						

**ARRETE LE PRESENT DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF A LA SOMME TTC DE
.....FRANCS CFA (TTC)**

signature.....;

Date.....;

**CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF CENTRE MEDICAL D'ARRONDISSEMENT
DE MAKENENE
LOT II**

N° d'ordre	ref.mercuriale	Libellés ou désignations	Unités	Quantités	Prix unitaires FCFA	Prix total FCFA
1	07-002-192520	ANALYSEUR D'HEMATOLOGIE BC20 AUTOMATIQUE H18 LIGHT SFRI AVEC TOUS LES KITS	U	1		
2	047-002-192441	TENSIOMETRE ELECTRONIQUE AVEC HAUT-PARLEURS INCORPORES	U	1		
3	07-002-170345	OTOSCOPE DE MARQUE HEINE	U	1		
4	07-007-190188	TABLE D'ACCOUCHEMENT 2 PARTIES INOX 160X75X80	U	1		
5	49-001-150089	BOITE DE CHIRURGIE D'URGENCE HOLTEX 14 ELEMENTS	U	1		
6	49-001-150087	BOITE D'ACCOUCHEMENT COMPLET HOLTEX (15 ELEMENTS)	U	1		
7	49-002-150001	GLUCOMETRE NUMERIQUE ONE TOUCH PLUS G113-111	U	1		
8	07-007-190180	LITS D'HOSPITALISATION EPOXY + MATELATS	U	5		
9	-	HEMOGLOBINOMETRE	U	1		
TOTAL GENERAL HORS TVA						
TVA 19,25%						
IR 5,5% ou 2.2%						
NET à MANDATER						
TOTAL GENERAL TTC						

**ARRETE LE PRESENT DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF A LA SOMME TTC DE
.....FRANCS CFA (TTC)**

signature.....;

Date.....;

**PIÈCE N° 08 : CADRE DU SOUS DÉTAIL DES PRIX UNITAIRES
(SDPU)**

SOUS-DETAIL DES PRIX UNITAIRES

N°	Désignation	Coût d'achat	Transport	Coût commande	Frais de livraison	Marge	Prix unitaire

Nom du soumissionnaire.....

Signature.....

Date.....

PIÈCE N° 09 : MODÈLE DE MARCHÉ

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DU MBAM ET INOUBOU

COMMUNE DE MAKENENE

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE TECHNIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

MBAM AND INOUBOU DIVISION

MAKENENE COUNCIL

GENERAL SECRETARY

LETTRE-COMMANDE N° _____ /LC/R-CE/D-MI/C-MAK/CIPM/2024,

Passé après Demande de Cotation N° _____ /DC/R-CE/D-MI/C-MAK/CIPM/2024 DU
(En procédure d'urgence) pour l'équipement en matériel médical de certains Centres de Santé
Intègré dans la Commune de Makénéné, Département du Mbam et Inoubou, Région du
Centre LOT

Maître d'Ouvrage: Maire de la Commune de Makénéné

TITULAIRE: _____

B.P: _____ tél. : _____ / _____, Fax : _____

N° R.C: _____

N° Contribuable : _____

N° Compte bancaire : _____ à la banque _____ agence de _____

OBJET : LETTRE COMMANDÉ N° DC/ R-CE/D-MI/C-MAK/CIPM/2024 DU
..... POUR L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MEDICAL DE CERTAINS CENTRES
DE SANTE INTEGRÉ DANS LA COMMUNE DE MAKENENE, DEPARTEMENT DU MBAM
ET INOUBOU, REGION DU CENTRE
LOT

LIEU DE LIVRAISON : CSI NYOKON pour le LOT1 ; CMA pour le LOT2

DELAI D'EXECUTION: SOIXANTE (60) JOURS

MONTANT EN FCFA : _____

TTC	
HTVA	
T.V.A (19,25%)	
AIR (5.5 0u 2.2.....%)	
Net à mandater	

FINANCEMENT: Budget Ministère de la Santé/ COMMUNE DE MAKENENE, Exercice 2024

SOUSCRIT, LE

SIGNE, LE

NOTIFIE, LE.....

ENREGISTRE, LE.....

ENTRE

L'Etat du Cameroun représentée par le Maire de la Commune de MAKENENE

Ci-après dénommé « l'Autorité Contractante»,

D'UNE PART,

ET

B.P: _____ tél. : _____ / _____, Fax : _____

N° R.C: _____

N° Contribuable : _____

N° Compte bancaire : _____ à la banque _____ agence de _____

Représentée par _____, son Directeur
Général,

Ci-après dénommé « Le Co-contractant »,

D'AUTRE PART.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit.

Page _____ Et dernière

LETTRE-COMMANDE N° _____/LC/R-CE/D-MI/C-MAK/CIPM/2024,

Passé après Demande de Cotation N° _____/DC/R-CE/D-MI/C-MAK/CIPM/2024 DU.....

(En procédure d'urgence) pour l'équipement en matériel médical de certains Centres de Santé Intégré dans la Commune de Makénéné, Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre LOT.....

DELAI D'EXECUTION: soixante (60 jours)

LIEU DE LIVRAISON : CSI NYOKON pour le LOT1 ET CMA pour le LOT2 ;

Montant de la Lettre-Commande en FCFA:

TTC	
HTVA	
T.V.A (19,25%)	
AIR (5,5% ou 2,2%)	
Net à mandater	

Visas et signatures

Lu et accepté par le Cocontractant

, le

**Signé par le Maire de la Commune de
Makénéné
(Autorité Contractante)**

, le.....

ENREGISTREMENT

PIÈCE N° 10 : MODÈLE DE DOCUMENTS À UTILISER PAR LES SOUMISSIONNAIRES

FORMULAIRE DE SOUMISSION

LETTRE-COMMANDE N° _____ /LC/R-CE/D-MI/C-MAK/CIPM/2024,

Passé après Demande de Cotation N° _____ /DC/R-CE/D-MI/C-MAK/CIPM/2024 DU.....

(En procédure d'urgence) pour l'équipement en matériel médical de certains Centres de Santé Intégré dans la Commune de Makénéné, Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre LOT.....

Monsieur le Maire de la Commune de Makénéné,

Je (nous) soussigné(s) (1) (2) _____

(Nom, prénom, profession, nationalité et domicile)

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces de la Demande de Cotation POUR L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MEDICAL DE CERTAINS CENTRES DE SANTE INTEGRE DANS LA COMMUNE DE MAKENENE, DEPARTEMENT DU MBAM ET INOUBOU, REGION DU CENTRE LOT_____ au profit de la commune de Makénéné et après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature et les difficultés des fournitures, me (nous) soumets (soumettons) et m' (nous) engage (engageons) à fournir conformément aux clauses et conditions du dossier d'appel d'offres, moyennant la somme de :

(FCFA HT) _____ (en toutes lettres)
(_____) (en chiffres)

Et de :

(FCFA TTC) _____ (en toutes lettres)
(_____) (en chiffres)

Je m'engage (nous nous engageons) si ma (notre) soumission est retenue, à exécuter le marché dans un délai de _____ (___) mois.

Je m'engage (nous nous engageons) à maintenir le montant de ma (notre) soumission pendant une période de 90 jours à compter de la date de remise des offres.

Je demande (nous demandons) que les sommes dues au titre de livraison me (nous) soient payées par crédit du

compte n° _____ ouvert au nom de _____
dans les livres de _____ à _____

Sont annexés à la présente soumission les documents qui, conformément aux stipulations du Dossier d'Appel d'Offres, doivent être joints à la soumission y compris le cautionnement de soumission.

Fait à le

Le(s) soumissionnaire(s)

Signature(s)

(1) Pour les associés, indiquer :

« la société _____ »

(raison sociale ou dénomination, forme, nationalité et siège social)

« Représentée par le soussigné _____ »

(nom, prénoms, qualité)

(2) Pour les groupements sans personnalité juridique, indiquer :

« Nous, soussignés _____ »

(pour chacun : nom, prénoms, ou raison sociale, profession, nationalité et domicile du siège social).

« Constitués en groupement des sociétés pour l'exécution du présent marché, nous nous engageons solidairement _____ »

MODELE DE DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

Je soussigné _____

Adresse et localisation : _____

Ayant pris connaissance du contenu de la Demande de Cotation N°DC/ R-CE/D-MI/C-MAK/CIPM/2024 DU

POUR L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MEDICAL DE CERTAINS CENTRES DE SANTE
INTEGRE DE LA COMMUNE DE MAKENENE, DEPARTEMENT DU MBAM ET INOUBOU,
REGION DU CENTRE.

LOT.....

au profit de la commune de Makénéné, confirme par la présente ma soumission.

En foi de quoi, la présente déclaration est faite pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à _____, le _____

(Signature)

MODELE DE CAUTIONNEMENT
(GARANTIE BANCAIRE POUR SOUMISSION)

(Banque)

Référence de la caution : N° _____

A Monsieur le Maire de la Commune de Makénéné

L'entreprise _____ (soumissionnaire) remet en date du _____ auprès de l'administration une offre pour **l'équipement en matériel médical de certains centres de santé intégré de la commune de Makénéné, lot.....** au profit de la commune de Makénéné.

A cet effet, et en accord avec les conditions dans le Dossier d'Appel d'Offres le soumissionnaire doit présenter au Maire de la commune de Makénéné, une garantie de soumission s'élevant à un montant de deux cent mille (200.000) francs CFA.

Par la présente garantie, nous soussignons, _____ (Banque), sommes vis-à-vis du Maire de la commune de Makénéné engagé par le soumissionnaire pour la somme de deux cent mille (200.000) francs CFA.

Par la présente, nous nous engageons irrévocablement et en renonçant à toutes discussions à verser, à la première demande écrite et sans délai, le montant de la caution sur le compte indiqué par l'administration, dès que celle-ci, à travers les personnalités autorisées, nous informant par écrit que le soumissionnaire ne respecte pas l'engagement que constitue son offre.

La demande de paiement de main levée de la garantie devra être signée par le Maire de la Commune de Makénéné La présente caution sera libérée au plus tard 30 (trente) jours après l'expiration de la présente validité des offres ou dans le cas où l'entreprise serait attributaire du contrat, après constitution de la garantie de bonne exécution.

La loi ainsi que la juridiction applicable à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Fait à _____, le _____

Signature(s)

**MODELE DE CAUTIONNEMENT BONNE EXECUTION DEFINITIF
(GARANTIE DE BONNE EXECUTION)**

(Banque)

Référence de la caution : N° _____

A Monsieur le Maire de la Commune de Makénéné

CAUTIONNEMENT DE BONNE EXECUTION DES PRESTATIONS

Nous Banque _____ avons été informés qu'entre la commune de Makénéné et _____ agissant en tant que prestataire, un contrat sera conclu pour **l'équipement en matériel médical de certains centres de santé intégré de la commune de Makénéné, lot..... au profit de la commune de Makénéné.**

Conformément aux dispositions du Marché n° _____ du _____, le prestataire est tenu de remettre à Monsieur le Maire de la commune de Makénéné une caution bancaire de garantie de bonne exécution des prestations, couvrant les garanties, engagements et autres obligations incombant au prestataire du fait de contrat, d'un montant égal à 2% du montant TTC du contrat, soit _____ Francs CFA.

Nous, Banque _____, nous engageons irrévocablement et sans bénéfice de discussion, par la présente, à payer en faveur de la commune de Makénéné, à la première demande écrite de Monsieur le Maire de la commune de Makénéné et dans un délai de _____ jusqu'à concurrence du montant de la présente caution, soit _____ toutes les sommes qui pourraient être dues par le prestataire du fait que celui-ci ne remplirait pas une ou plusieurs de ses obligations prévues au contrat.

La demande de mise en jeu partielle ou totale de la présente caution fera l'objet d'une lettre justificative recommandée avec accusé de réception et copie à l'entrepreneur formulant clairement et complétant les raisons de sa demande.

Cette lettre devra être signée du Maire de la commune de Makénéné.

La présente caution bancaire entrera en vigueur à la date de notification du contrat au prestataire.

L'original de la présente caution sera conservé par le maire de la commune de Makénéné.

Cette caution sera libérée dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de réception provisoire.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

La loi ainsi que la juridiction applicable à la garantie sont celles du Cameroun.

Fait à, le

Signature(s)

**PIÈCE N° 11 : LISTE DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET
ORGANISMES FINANCIERS AUTORISÉS A EMETTRE
DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES
PUBLICS**

N°	I BANQUES
1.	AFRILAND FIRST BANK (AFB)
2.	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT (BICEC)
3.	COMMERCIAL BANK OF CAMEROON (CBC)
4.	BANQUE ATLANTIQUE DU CAMEROUN (BAC)
5.	SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUES-CAMEROUN (CA-SCB)
6.	CITIBANK CAMEROON
7.	SOCIETE GENERALE DE BANQUES AU CAMEROUN (SGBC)
8.	UNION BANK OF CAMEROON PLC (UBC)
9.	UNITED BANK FOR AFRICA (UBA)
10.	ECOBANK CAMEROON (EBC)
11.	STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON (SCBC)
12.	NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK (NFC BANK)
13.	BANQUE GABONNAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL (BGFI-BANK)
14.	BANQUE CAMEROUNAISE DES PME (BC-PME)
15.	BANK OF AFRICA CAMEROUN (BOA Cameroun)
16.	CCA BANK (CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFIQUE)
II- COMPAGNIES D'ASSURANCES	
17.	CHANAS ASSURANCES
18.	ACTIVA ASSURANCES
19.	ZENITHE INSURANCE
20.	AREA ASSURANCES
21.	ATLANTIQUE ASSURANCE
22.	BENFICIAL GENERAL ASSURANCE
23.	CPA S.A
24.	NSIA ASSURANCE
25.	PRO ASSUR
26.	SAAR S.A
27.	SAHAM ASSURANCES

PIÈCE N° 12 : GRILLE D'ÉVALUATION

Grille d'analyse

Chiffre d'affaires des trois dernières années

			CA effectivement réalisé		Évaluation	
			Montant >= 100 millions	Montant < 100 millions	Oui	Non
	Chiffre d'affaires (extraits de bilan ou pièces justificatives des réalisations)					
	Avoir réalisé un chiffre d'affaires cumulé au cours des 3 dernières années	Oui		Non	1	

Références dans le domaine de livraison

Pour être prise en compte, chaque référence citée devra avoir concomitamment un bon de commande (1ère page et page des signatures) et un document de bonne fin d'exécution ou PV de réception provisoire ou définitive. Seuls les contrats enregistrés pour les commandes publiques seront pris en compte) réalisés au cours des 5 dernières années.

Références dans le domaine	Montant		Évaluation
	> Oui	< Non	
1ère référence (au moins 50 millions)			2
2ième référence (au moins 80 millions)			3
3ième référence (au moins 100 millions)			4

*Valide si 2 sous critères oui.

Matériel de l'entreprise

L'entreprise doit fournir tous les documents prouvant que les équipements cités sont sa propriété : factures – Certificat d'immatriculation – Attestation d'assurance. Si l'entreprise envisage louer certains équipements, elle doit fournir les preuves de leur existence et la convention la liant à leur légitime propriétaire.

PROPOSITION TECHNIQUE – PLANNING

VISITE DE LIEUX		Effectif	Non Effectif	Évaluation	
		Oui	Non	Oui	Non
	Attestation de visite des lieux	Oui	Non	17	
	Rapport de visite des sites de livraisons	Oui	Non	18	
	Photo du site de livraison	Oui	Non	19	

METHODOLOGIE & ORGANISATION		Approprié	Non Approprié	Évaluation	
		Oui	Non	Oui	Non
	Résumé succinct de l'analyse du projet et des techniques	Oui	Non	20	
	Organisation du travail en équipes ou ateliers	Oui	Non	21	
	Contrôle de qualité (organisation du contrôle de qualité interne)	Oui	Non	22	
	Dispositions prévues pour la protection de l'environnement	Oui	Non	23	
	Mesures d'hygiène et de sécurité (hygiène et sécurité du chantier – signalisation)	Oui	Non	24	

APPROVISIONNEMENT		Approprié	Non Approprié	Évaluation	
		Oui	Non	Oui	Non
	Origine des équipements	Oui	Non	26	
	Aires de stockage	Oui	Non	27	

PLANNING DE CHANTIER		Approprié	Non Approprié	Évaluation	
		Oui	Non	Oui	Non
	Délai d'exécution	Oui	Non	28	

	Planning conforme aux délais	Oui	Non	29	
	Coordination			30	
	PRESENTATION	Approprié	Non Approprié		Oui
	Page de garde (avec mention, titre de l'AO, n° du lot, et financement)	Oui	Non	31	
	Sommaire pour chaque volume	Oui	Non	32	
	Intercalaires couleurs (avec sommaire de la partie)	Oui	Non	33	
	Pièces classées dans l'ordre annoncé dans le sommaire	Oui	Non	34	
	Les onglets	Oui	Non	35	

Seules les offres ayant obtenues 70% de **OUI sur 100** seront admises à l'analyse financière

Date

Évaluateur

Total général